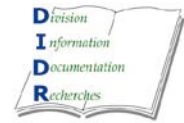


30 octobre 2019



Les commémorations locales du massacre de Kahramanmaraş (décembre 1978) entre 2010 et 2018

Avertissement

Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofpra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises.

Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) [cf. https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.

Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

1. Le massacre de Maraş (Kahramanmaraş) en décembre 1978	3
2. Commémorations à Kahramanmaraş depuis 2010	5
Bibliographie	8

Résumé : Le massacre de Maraş (Kahramanmaraş) est un épisode de violence collective survenu en décembre 1978, ayant fait plus de 100 morts, dans un contexte d'affrontements politiques et communautaires affectant la minorité religieuse turque des alévis. Sa commémoration annuelle, en présence des associations aléviennes de Turquie et de la diaspora, fait souvent l'objet de restrictions ou interdiction de la part des autorités. En 2013, les alévis obtiennent la réouverture d'un lieu de culte (« cemevi »), le premier dans la ville depuis 1978, mais leurs demandes de condamnation publique du massacre et d'identification des victimes sont ignorées par les autorités.

Abstract : The massacre of Maraş (Kahramanmaraş) is an episode of collective violence that occurred in December 1978, killing more than 100 people in a context of political and communal clashes affecting the Turkish religious minority of Alevis. Its annual commemoration, in the presence of the Alevi associations of Turkey and the diaspora, is often subject to restrictions or prohibition on the part of the authorities. In 2013, the Alevis obtained the reopening of a place of worship ("cemevi"), the first in the city since 1978, but their demands for public condemnation of the massacre and identification of victims are ignored by the authorities.

Nota : La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

1. Le massacre de Maraş (Kahramanmaraş) en décembre 1978

La ville de Maraş est un chef-lieu de province du sud-est de la Turquie ; en 1973, elle est rebaptisé « Kahramanmaraş » (« Maraş l'héroïque ») dans un contexte d'affirmation patriotique¹ mais reste souvent désignée par son ancien nom². Le « massacre de Maraş » (en turc : « *Maraş katliamı* ») ou « les événements de Maraş » (en turc : « *Maraş olaylarının* ») est un épisode de violence collective survenu en décembre 1978, dans un contexte d'affrontements politiques et communautaires, qui a affecté la minorité religieuse turque des alévis.

Selon le chercheur français Benjamin Gourisse, dans les années 1970, la vie politique turque est marquée par un état de « quasi-guerre civile » entre deux camps :

- Le Parti républicain du peuple (en turc : « *Cumhuriyet Halk Partisi* », CHP, centre-gauche laïc) et les syndicats et petits partis d'extrême-gauche ;
- La coalition de droite du Front nationaliste, autour du Parti de la justice (en turc : « *Adalet Partisi* », AP) elle-même débordée par les extrémistes du Parti du mouvement nationaliste (en turc : « *Milliyetçi Hareket Partisi* », MHP), et sa milice associée, les « idéalistes » (en turc : « *ülküçü* », couramment appelés « Loups gris »).

Dans les villes, les « idéalistes » s'efforcent de mobiliser la population sunnite contre les alévis, souvent des migrants ruraux de fraîche date, qu'ils accusent, selon les cas, « de kurdicité, de séparatisme, de communisme, d'hétérodoxie religieuse et de non-respect des principes de l'islam³ ». Selon le blogueur français Etienne Copeaux, « lors des événements violents, ce sont les ultra-nationalistes *ülküçü* qui mobilisent les *yobaz* (bigots, fanatiques religieux) en amalgamant la notion de nation turque à celle d'islam, en propageant l'idée d'une nation turque obligatoirement sunnite⁴ ».

Dans la province de Kahramanmaraş, les conflits sociaux engageant les ouvriers agricoles et les travailleurs du textile permettent aux milices armées de droite ou de gauche d'alimenter un cycle de violence, d'exercer un pouvoir de fait et de rallier les populations à leur cause. Le clivage politique entre gauche et droite coïncide en grande partie avec le clivage religieux, les alévis penchant majoritairement vers la gauche et l'extrême-gauche laïques et les sunnites vers la droite : le CHP présente souvent des candidats d'origine alévie et obtient ses meilleurs scores dans les districts de Pazarcık et Elbistan, à majorité alévie⁵.

La tension s'aggrave avec l'arrivée à la tête du gouvernement de Bülent Ecevit (CHP) le 4 janvier 1978⁶ :

De janvier à avril 1978, une série d'attentats attribués aux « idéalistes » frappent les partisans du CHP et les alévis⁷.

Le 19 décembre, dans la ville de Maraş, un nommé Ökkeş Kenger, alias Şendiller, jette une bombe contre le cinéma Çiçek, qui projetait un film d'inspiration nationaliste turque, faisant sept blessés : plus de 300 spectateurs, sympathisants des « idéalistes », sortent de la salle et vont caillasser le siège du CHP et la poste centrale, fief professionnel des syndicats de gauche. Le procès établira plus tard que cet attentat était d'une provocation organisée par les groupes d'extrême-droite dans le but faire accuser l'extrême-gauche⁸.

¹ « Le nom officiel de la ville, depuis 1973, est Kahramanmaraş, "Maraş l'héroïque", en raison de la résistance à l'occupant français après la Première guerre mondiale. En même temps, Antep est devenue Gaziantep (« Antep la Victorieuse ») et Urfa est devenue Sanliurfa (« Urfa la Valeureuse »). COPEAUX Etienne, Susam-Sokak, 21/12/2011, [url](#)

² COPEAUX Etienne, Susam-Sokak, 21/12/2011, [url](#)

³ GOURISSE Benjamin, « La violence politique en Turquie – L'Etat en jeu (1975-1980) », Karthala, 2014, p. 276-281.

⁴ COPEAUX Etienne, Susam-Sokak, 21/12/2011, [url](#)

⁵ GOURISSE Benjamin, Karthala, 2014, p. 281-286.

⁶ *Ibid.*, p. 281-286.

⁷ *Ibid.*, p. 281-286.

⁸ Sözcü, 19/12/2017, [url](#)

Le 20 décembre, une bombe est lancée contre le café Akin, dans le quartier de Yeni Mahalle, fréquenté par des alévis et gens de gauche⁹.

Le 21 décembre, deux enseignants syndicalistes de gauche sont assassinés ; les syndicalistes ripostent en allant dynamiter la maison d'un chef « fasciste »¹⁰.

Le vendredi 22 décembre, environ 5 000 sympathisants de gauche se rassemblent non loin de la grande mosquée (en turc : « *Ulu Cami* ») de Maraş pour les funérailles des deux enseignants et certains crient des slogans menaçant leurs adversaires de représailles. Les groupes ultranationalistes font alors courir le bruit que les « communistes » viennent pour incendier la mosquée : profitant de l'affluence de la prière du vendredi, ils rallient une dizaine de milliers d'habitants sunnites ; les émeutiers se déchaînent contre les alévis, présentés comme « communistes » et ennemis de la « Turquie musulmane », et les personnes associées aux syndicats ou à l'extrême-gauche. La police et les commandos de gendarmerie tentent, sans succès, de disperser les émeutiers. Des milices de gauche se retranchent dans le quartier alévi de Yörük Selim où, à partir du 23 décembre, elles sont pratiquement assiégées, l'armée parvenant à s'interposer. Ailleurs dans la ville, des civils alévis, y compris des femmes et enfants, sont torturés et tués, les cadavres mutilés. Les violences durent trois jours au total, faisant 111 tués, un millier de blessés, 552 boutiques et 289 maisons incendiés¹¹. Une estimation non officielle, citée par le journal de gauche *Sözcü*, parle de 500 tués ; de nombreux corps non identifiés sont enterrés dans le cimetière de Şeyh Adil¹².

Le 26 décembre 1978, le gouvernement proclame l'état de siège dans 13 provinces¹³. Une grande partie de la communauté alévie quitte la ville de Maraş et, à l'intérieur de la province, des déplacements internes se produisent vers les districts à majorité alévie comme celui d'Andırın¹⁴.

En 1979-1980, 813 accusés, principalement des militants d'extrême-droite comparaissent devant la justice ; 330 condamnations à mort sont requises et 22 prononcées¹⁵. La violence politique endémique dans le pays, faisant en moyenne vingt morts par jour, entraîne le discrédit du système politique et la mainmise croissante de l'armée sur les institutions. Le 12 septembre 1980, un coup d'Etat militaire entraîne l'interdiction de l'ensemble des partis politiques, y compris le MHP, et des syndicats¹⁶.

Selon une version répandue dans les sources de gauche, le massacre de Kahramanmaraş est le produit d'un plan prémédité conçu par l'Organisation nationale du renseignement (en turc : « *Millî İstihbarat Teşkilatı* », MİT), le Parti d'action nationaliste (MHP) et l'état-major général¹⁷. Selon Benjamin Gourisse, la responsabilité de la direction provinciale du MHP ne fait pas de doute mais il n'est pas certain qu'elle ait agi en accord avec la direction nationale. Par ailleurs, les services de sécurité apparaissent profondément clivés, la police nationale, plus proche du Parti républicain du peuple (CHP), entrant en opposition avec la police municipale liée à la droite¹⁸.

Ökkeş Kenger, auteur de l'attentat du 19 décembre, est acquitté en appel en août 1980, un mois avant le coup d'Etat. Par la suite, il est élu député de Kahramanmaraş sur la liste du Parti nationaliste du travail, qui reprendra plus tard son nom originel de MHP, puis cofondateur du Parti de la grande unité (en turc : « *Büyük Birlik Partisi* », BBP), autre parti

⁹ *Sözcü*, 19/12/2017, [url](#)

¹⁰ *Sözcü*, 19/12/2017, [url](#)

¹¹ GOURISSE Benjamin, Karthala, 2014, p. 286-293.

¹² *Sözcü*, 19/12/2017, [url](#)

¹³ GOURISSE Benjamin, Karthala, 2014, p. 286-295.

¹⁴ *Ibid.*, p. 298.

¹⁵ *Ibid.*, p. 296-298.

¹⁶ *Ibid.*, p. 298-306.

¹⁷ Sol International, 19/12/2016, [url](#)

¹⁸ GOURISSE Benjamin, Karthala, 2014, p. 286-295.

ultranationaliste turc¹⁹. Les autres personnes condamnées en 1980 pour les émeutes de Kahramanmaraş sont libérées en 1991²⁰.

2. Commémorations à Kahramanmaraş depuis 2010

Le 19 décembre 2010, selon le récit du journal de gauche Bianet, les associations aléviennes tiennent un rassemblement pour commémorer le massacre de 1978 et protester contre l'impunité des coupables. Les manifestants aléviens, au nombre d'une centaine, sont entourés par un millier de contre-manifestants faisant le signe du « loup gris²¹ », criant « *Allahou akbar*²² » et traitant les aléviens de « bâtards d'Apo²³ ». La police intervient pour s'interposer et, après une cérémonie écourtée, les manifestants aléviens sont reconduits chez eux par autocars²⁴. Les dirigeants locaux du MHP et des Foyers idéalistes (en turc : « *Ülkü Ocakları* ») déclarent que leurs militants ne sont pour rien dans ces démonstrations hostiles. Le journaliste signale qu'Ökkeş Kenger (Şendiller), l'assaillant du 19 décembre 1978, assiste aux événements depuis les locaux du BBP situés sur la même place²⁵. Ali Balkız, président de la Fédération alévienne-bektachie (en turc : « *Alevi Bektaşî Federasyonu* »), tient une conférence de presse pour dénoncer l'attitude discriminatoire du gouvernement envers les aléviens qui, dit-il, ne peut qu'encourager les provocations de l'extrême-droite²⁶. Cet épisode est brièvement mentionné dans un rapport publié en juin 2012 par la Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada (CISR), citant le journal turc anglophone *Today's Zaman*²⁷.

Le même rapport de la CISR signale qu'en décembre 2011, la police empêche le passage d'un autocar de manifestants venus participer à une nouvelle commémoration du massacre de 1978, ce qui donne lieu à des échauffourées entre manifestants et gendarmes²⁸. Selon un article du quotidien *Hürriyet*, publié le 24 décembre 2011, environ 300 manifestants venus de plusieurs provinces tentent de se rassembler devant le *cemevi* de Narlı (district de Pazarcık, province de Kahramanmaraş) mais sont refoulés par les commandos de la gendarmerie²⁹. Les « *cemevi* » sont les lieux de culte aléviens : malgré les revendications répétées de la communauté alévienne et une condamnation de la Turquie par la Cour européenne des droits de l'homme en 2016, leur statut religieux n'est toujours pas reconnu par les autorités³⁰. Au cours de cette altercation, des manifestants jettent des pavés contre les gendarmes qui ripostent par des gaz lacrymogènes et des arrestations. La commémoration est finalement célébrée dans le centre de Narlı par un groupe restreint de 15 personnes comprenant Selahattin Özel, président de la Fédération alévienne-bektachie, Necdet Saraç, vice-président, Durdu Özbolat, député CHP de Kahramanmaraş, Nazmi Gür, député BDP de Van (Est) et l'artiste Ferhat Tunç³¹.

Le 23 décembre 2012, le gouverneur de Kahramanmaraş, invoquant des raisons de sécurité, interdit un rassemblement commémoratif prévu sur la place de la Gare (en turc : « *Gar Meydanı* ») et fait barrer les accès autoroutiers à 40 km de la ville pour empêcher la venue de manifestants ; des contrôles d'identité à ces barrages entraînent plusieurs arrestations. Les associations aléviennes ne peuvent réunir qu'un petit groupe de 20 délégués

¹⁹ Bianet, 21/12/2010, [url](#)

²⁰ Hürriyet, 19/12/2010, [url](#)

²¹ En turc : « *Bozkurt* », signe des doigts évoquant une tête de loup, symbole des ultranationalistes turcs.

²² « Dieu est le plus grand », formule rituelle musulmane.

²³ « Apo » (« oncle » en kurde) est le surnom d'Abdullah Öcalan, chef historique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), mouvement armé clandestin pro-kurde considéré comme terroriste par la Turquie. Voir Encyclopedia Britannica, « Abdullah Öcalan », n.d., [url](#)

²⁴ Hürriyet, 19/12/2010, [url](#)

²⁵ *Ibid.*, [url](#)

²⁶ Bianet, 21/12/2010, [url](#)

²⁷ Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada, 01/06/2012, [url](#)

²⁸ *Ibid.*, [url](#)

²⁹ Hürriyet, 24/12/2011, [url](#)

³⁰ Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada (CISR), 30/11/2018, [url](#)

³¹ Hürriyet, 24/12/2011, [url](#)

au *cemevi* de Narlı ; Selahattin Özel, président de la Fédération alévie-bektachie, tient une conférence de presse et accuse les autorités de vouloir donner raison aux meurtriers³².

En décembre 2013, selon un article du journal de gauche *Evrensel*, plusieurs associations alévies de Turquie et de la diaspora, ainsi que la branche locale de l'Association turque des droits de l'homme (en turc : « *İnsan Hakları Derneği* », IHD), se rassemblent dans le quartier de Yörükselim à Kahramanmaraş pour célébrer l'ouverture d'un *cemevi*, le premier dans cette ville depuis le massacre de 1978. Parmi les personnalités présentes figurent Kemal Bülbül, représentant des associations culturelles *Pir Sultan Abdal*, Doğan Demir du Centre des associations alévies, Turgut Öker de la Confédération des associations alévies d'Europe, Ercan Geçmez de la Fondation culturelle anatolienne *Hacı Bektaş Veli* (association bektachie), İsrail Erbil du Centre culturel alévi d'Angleterre, Zeynel Özen de la Fédération suédoise des associations alévies. La police empêche l'accès de plusieurs autocars de manifestants venus de Konya, Adana et Gaziantep³³.

En décembre 2014, l'ambiance est de nouveau tendue et des groupes d'extrême-droite distribuent en ville des tracts hostiles aux alévis ; le gouverneur, invoquant des raisons de sécurité, interdit aux personnes extérieures à la ville d'assister à la commémoration du massacre. 2 200 policiers sont déployés dans la ville tandis que des renforts de police et gendarmerie sont appelés des provinces voisines pour empêcher la venue de manifestants. Un groupe d'une centaine de manifestants en autocar, venus de Gaziantep, est intercepté sur l'autoroute ; ils refusent de repartir et s'asseyent sur la chaussée³⁴.

Le 19 décembre 2015, pour le 37^{ème} anniversaire du massacre, les autorités permettent une commémoration par les associations alévies et sympathisantes, en groupe restreint et sous forte protection policière, devant le *cemevi* de Kahramanmaraş désigné comme « Association Erenler culture et solidarité » (en turc : « *Erenler Kültür ve Dayanışma Derneği* »). Les participants sont : les députés Mehmet Gökdağ et Elif Doğan Türkmen (CHP) ; les représentants des fédérations alévies d'Allemagne, Suisse, Autriche, Suède et Grande-Bretagne ; Gani Kaplan, président de l'Association culturelle *Pir Sultan Abdal* ; Ercan Geçmez, président de la Fondation culturelle anatolienne *Hacı Bektaş Veli* et Ümit Sarı, de la Confédération des associations alévies d'Europe³⁵.

En décembre 2016, le gouverneur de Kahramanmaraş, invoquant l'état d'urgence en vigueur depuis le coup d'Etat manqué du 15 juillet, interdit toute manifestation et rassemblement³⁶.

Le 23 décembre 2017, 39^{ème} anniversaire, selon le journal de gauche *Evrensel*, les autorités permettent une célébration en groupe restreint par les représentants d'associations turques et étrangères mais interdisent l'accès de la ville aux groupes de manifestants. Parmi les personnalités présentes se trouvent Dursun Demirtaş, vice-président de l'Association démocratique alévie (DAD) ; Gani Kaplan, vice-président de l'Association *Pir Sultan Abdal* ; Muhittin Yıldız, président de la Fédération alévie-bektachie (ABF) ; Turgut Öker, président honoraire de la Confédération des associations alévies en Europe (AABK) ; İsrail Erbil, président de la Fédération alévie britannique (BAF) ; Mahmut Toğrul et Müslüm Doğan, députés du Parti démocratique des peuples (en turc : *Halkların Demokratik Partisi*, HDP) ; Fatma Kurtalan, vice-présidente de ce parti ; Sezgin Tanrıkulu, Ayтуğ Atıcı et Necati Yılmaz, députés du CHP³⁷. Le quotidien *Hürriyet* mentionne également la présence des personnalités politiques mais omet celles des délégués venus de l'étranger ; il précise que la cérémonie se tient au cimetière du quartier de Mağralı et que des religieux alévis (en turc : « *dede* ») allument des bougies et procèdent à des lectures. *Hürriyet* cite une déclaration d'Ali Öztunç, membre du Conseil du CHP, qui exhorte le président de la

³² Kazete, 23/12/2012, [url](#)

³³ Evrensel, 22/12/2013, [url](#)

³⁴ Hürriyet Daily News, 21/12/2014, [url](#)

³⁵ Haber 46, 19/12/2015, [url](#)

³⁶ Sol International, 19/12/2016, [url](#)

³⁷ Evrensel, 20/12/2017, [url](#)

République Recep Tayyip Erdoğan à faire respecter les droits des alévis et appliquer les décisions de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) en leur faveur³⁸.

Le 20 décembre 2018, à l'occasion du quarantième anniversaire du massacre de Kahramanmaraş, une réunion à la Chambre de commerce et d'industrie rassemble les dirigeants provinciaux des partis pro-gouvernementaux, Parti de la justice et du développement (en turc : *Adalet ve Kalkınma Partisi*, AKP) et MHP ; de deux partis d'opposition, CHP et Bon parti (en turc : *Iyi Partisi*, IYIP) ; ceux du barreau et de plusieurs associations professionnelles, ainsi que des centres culturels alévis de Pazarçık et Narlı. Les participants publient une déclaration commune rendant hommage en termes très généraux aux victimes des « événements³⁹ » de 1978 et invitant à l'unité et à la fraternité entre « alévis, sunnites, Kurdes, Turcs, Turkmènes et Tcherkesses ». Ni le HDP, ni l'Association culturelle *Pir Sultan Abdal* ne s'associent à cette déclaration⁴⁰. Le 22 décembre 2018, une cérémonie commémorative est célébrée dans le *cemevi* de la ville. Hüseyin Mat, président de la Confédération européenne des unions aléviées, déclare que quarante ans après, aucun des responsables du massacre n'a été appelé à rendre des comptes et que les familles des victimes attendent toujours la justice : « Nous ne venons pas pour rouvrir les plaies, nous venons pour qu'il n'y ait pas un autre massacre. Oublier les massacres est un crime contre l'humanité ». Doğan Demir, président des Associations culturelles aléviées, rappelle qu'il y a aussi eu 10 ou 11 sunites parmi les victimes et que tous, alévis, sunnites, de droite ou de gauche, ont leur place dans ce pays. Enfin, Orhan Sarıbal, vice-président du CHP, appelle le commandement militaire à ouvrir les archives pour faire la lumière sur cette tragédie et retrouver les sépultures des victimes⁴¹.

Dans la mémoire collective alévie, le massacre de Kahramanmaraş est souvent associé à d'autres épisodes meurtriers comme les émeutes anti-aléviées de Çorum (région de la mer Noire) en mai et juillet 1980 ou le massacre de l'hôtel Madımak à Sivas (Est) en juillet 1993⁴².

³⁸ Hürriyet, 23/12/2017, [url](#)

³⁹ En turc : « Maraş Olayları ».

⁴⁰ Milliyet, 20/12/2018, [url](#)

⁴¹ T-Vine, 28/12/2018, [url](#)

⁴² COPEAUX Etienne, Susam-Sokak, 21/12/2011, [url](#) ; Minority Rights Group, « Turkey – Alevi », m. à j. 06/2018, [url](#) ; MARCOU Jean, Ovipot, 02/07/2013, [url](#)

Bibliographie

(Sites web consultés entre le 26 et le 30 octobre 2019)

Institutions nationales

Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada (CISR), « Turkey: Situation of Alevis, including political and religious rights; treatment of Alevis by society and authorities; state protection (2015-November 2018) [TUR106206.E] », 30/11/2018
<https://www.ecoi.net/en/document/1455474.html>

Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada, « Turkey: Treatment of Alevis by society and government authorities; state response to mistreatment (2008-May 2012) », 01/06/2012
<https://www.ecoi.net/en/document/1289906.html>

Organisation non gouvernementale

Minority Rights Group, « Turkey – Alevi » », m. à j. 06/2018
<https://minorityrights.org/minorities/alevis/>

Ouvrage

GOURISSE Benjamin, « La violence politique en Turquie – L'Etat en jeu (1975-1980) », Karthala, 2014

Think tanks, universités et centres de recherches

MARCOU Jean, « Il y a 20 ans... le massacre de Sivas », Ovipot, 02/07/2013
<https://ovipot.hypotheses.org/9189>

Médias

T-Vine, « Kahramanmaraş marks 40th anniversary of Maras Massacre », 28/12/2018
<http://www.t-vine.com/kahramanmaras-marks-40th-anniversary-of-maras-massacre/>

Milliyet, « "Maras Olayları"na İlişkin Kardeşlik Bildirisi », 20/12/2018
<http://www.milliyet.com.tr/yerel-haberler/kahramanmaras/maras-olaylarina-iliskin-kardeslik-bildirisi-13215730>

Hürriyet, « Maras olaylarında ölenler anıldı », 23/12/2017
<http://www.hurriyet.com.tr/maras-olaylarinda-olenler-anildi-40687986>

Evrensel, « Maras Katliamı anması engellemeye rağmen yapıldı », 20/12/2017
<https://www.evrensel.net/haber/341418/maras-katliami-anmasi-engellemeye-ragmen-yapildi>

Posta, « Maras Katliamı nedir? Maras Katliamı ne zaman gerçekleşti? » 19/12/2017
<https://www.posta.com.tr/maras-katliami-nedir-maras-katliami-ne-zaman-gerceklesti-1363822>

Sözcü, « Maraş Katliamı nedir? Ne zaman gerçekleşti? » 19/12/2017

<https://www.sozcu.com.tr/2017/gundem/maras-katliami-nedir-ne-zaman-gerceklesti-2138301/>

Sol International, « Organized crime against humanity: Maraş massacre », 19/12/2016

<https://news.sol.org.tr/organized-crime-against-humanity-maras-massacre-171223>

Haber 46, « Alevi Dernekleri Maraş olaylarının 37. yıl dönümünde anma toplantısı düzenlendi », 19/12/2015

<https://www.haber46.com.tr/guncel/alevi-dernekleri-maras-olaylarinin-37-yil-donumunde-anma-toplantisi-duzenlendi-h131253.html>

Hürriyet Daily News, « Commemoration of Maraş massacre prevented on 36th anniversary », 21/12/2014

<http://www.hurriyetaidailynews.com/commemoration-of-maras-massacre-prevented-on-36th-anniversary--75900>

Evrensel, « Dosyalar açılın, sorumlular yargılansın », 22/12/2013

<https://www.evrensel.net/haber/74730/dosyalar-acilsin-sorumlular-yargilansin>

Kazete, « Maraş katliamını anmak yasak! », 23/12/2012

<https://kazete.com.tr/haber/maras-katliamini-anmak-yasak-380>

Hürriyet, « Kahramanmaraş'ta korkutan gerginlik », 24/12/2011

<http://www.hurriyet.com.tr/gundem/kahramanmarasta-korkutan-gerginlik-19535845>

Bianet, « Provocation During Commemoration of Maraş Massacre », 21/12/2010

<http://bianet.org/english/minorities/126729-provocation-during-commemoration-of-maras-massacre>

Hürriyet, « Kahramanmaraş olaylarının yıldönümünde gerginlik », 19/12/2010

<http://www.hurriyet.com.tr/gundem/kahramanmaras-olaylarinin-yildonumunde-gerginlik-16573799>

Blog

COPEAUX Etienne, « Marache, ville deux fois blessée », Susam-Sokak, 21/12/2011

<http://www.susam-sokak.fr/article-marache-ville-deux-fois-blessee-95801431.html>

Autres sources

Viamichelin, « 46080 Kahramanmaras, Turquie » (carte), n.d.

https://www.viamichelin.fr/web/Cartes-plans/Carte_plan-Kahramanmaras-46080-Kahramanmaras-Turquie

Encyclopedia Britannica, « Abdullah Öcalan », n.d.

<https://www.britannica.com/biography/Abdullah-Ocalan>